



Syndicat mixte de traitement et valorisation
des déchets ménagers du Vendômois

ZAC du Haut des Clos - Allée Camille Vallaux
41100 VENDOME

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

N° 47-2018

Objet : Avis sur le Plan Régional de
Prévention et de Gestion des Déchets

Catégorie :
Domaine de compétences

Date du comité : 17 septembre 2018

Date convocation : 10 septembre 2018

Nombre de membres au moment du vote :

- en exercice : 63
- présents: 32
- votants :39

Résultat du vote :

- Contre : 2
- Abstentions : 0
- Pour : 37

Président de séance : Thierry BOULAY

Secrétaire de séance : M FOURMONT Thierry

Etaient présents :

**Communauté d'agglomération
des Territoires Vendômois**

M BELLANGER Philippe
M. BOULAY Thierry
M CHEVALLIER Patrick
Mme CHOUTEAU Monique
M COSME Thierry
M COURTIN Mickaël
Mme DUFOR Claudine
M FICHEPAIN Robert
M FOURMONT Thierry
Mme FRANCOIS Annie Claude
M GARILLON Alain
M GAUTHIER Jean Claude

Mme HARANG Brigitte
M LALIGANT Philippe
M LEROI Pascal
M MINIER Benoît
M OZAN Jean Yves
M PENNARUN Michel
M PIGOREAU Albert
Mme PROVENDIER Catherine
M ROUSSEAU Jacky
M RIOTTEAU Eric
M SALMON Joël
M SOBALAK Marc
Mme SOYER Laurence

Communauté du Perche et Haut Vendômois

M CORDONNIER Mickael
M CHIRON Patrick
M JANSSEN Nicolas
M SAMSON Jean Pierre
M TERQUIS Alain
M TISON Hervé
M VINSOT Gérard

Communauté Beauce Val de Loire

Ont donné pouvoir :

M BONNET Claude ayant donné pouvoir à M GAUTHIER Jean Claude
M HALAJKO Alain ayant donné pouvoir à M SALMON Joël
M CHERRIER Julien ayant donné pouvoir à M BOULAY Thierry
M BERNARD Thierry ayant donné pouvoir à M JANSSEN Nicolas
M HASLE Nicolas ayant donné pouvoir à Mme SOYER Laurence
Mme LEGRET Noëlle ayant donné pouvoir à Mme HARANG Brigitte
M BEAUDOUX Michel ayant donné pouvoir à M VINSOT Gérard

Assistaient également :

Etaient absents excusés :

**Communauté d'Agglomération
Des Territoires Vendômois**

M BLUET Jacky
M BEDU Stéphane
M BRETON Patrice
M CALLUT Jérôme
Mme CHAMPDAVOINE Véronique
M CLAMENS Jean Paul
M DESSAY Eric
M DIARD Frédéric
M DUQUERROY Raphaël
Mme GAST Nathalie

M GARDRAT Benoît
Mme GARNIER Annette
Mme GUILLOU HERPIN Geneviève
Mme HUET Karine
M MONTARU Christian
M PREVOST Garry
M ROUSSELET Benoît
Mme VAILLANT Jeannine
Mme VERPLAETSE RIMBAULT Isabelle

Communauté du Perche Haut Vendômois

Mme BRIQUET Magalie
M VRAIN Matthieu
Mme VASSAUX Régine

**Communauté de Communes
Beauce Val de Loire**

M D'ORSO Joseph
M BOUVIER Jacques

Destinataires :

1 ex - Dossier Séance
1 ex – Registre des délibérations
1 ex – Dossier : compte
1 ex – Dossier :

Certifié exécutoire

Le Président

Thierry BOULAY

Thierry BOULAY, Président, donne lecture du rapport suivant :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRE, promulguée le 7 août 2015, prévoit dans son article 8 que chaque Région soit couverte par un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Un décret en date du 17 juin 2016 est venu préciser le contenu du PRPGD, ainsi que la procédure de consultation et d'approbation du Plan.

Le PRPGD a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et 12 ans, et de contribuer, à travers le Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire, à la transition vers une économie circulaire.

Ce Plan constituera le volet déchets du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), en cours d'élaboration par la Région.

Le PRPGD se substitue aux trois types de plans déchets préexistants :

- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le Conseil régional du Centre-Val de Loire s'est engagé dans les travaux d'élaboration de son PRPGD par délibération en date du 21 octobre 2016. Elle a mené une large concertation en 2017 et début 2018, au travers de cinq réunions de la Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi (CCES), de dix-neuf groupes de travail, de quatre ateliers territoriaux de l'économie circulaire et, dans un souci de démocratie participative, d'un panel de citoyens qui s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2017 et a rédigé un avis citoyen.

Le 18 mai 2018, la CCES a rendu un avis favorable sur le projet de PRPGD et le projet de rapport environnemental.

Ainsi, conformément à l'article R. 541-22 du Code de l'Environnement, la Région Centre-Val de Loire doit désormais soumettre pour avis le projet de plan et le projet de rapport environnemental :

- aux conseils régionaux des régions limitrophes ;
- à la conférence territoriale de l'action publique ;
- aux autorités organisatrices en matière de collecte et de traitement des déchets ;
- au Préfet de région.

Il est demandé au comité d'émettre un avis favorable ou défavorable sur le PRPGD.

DECISION :

Après analyse de l'ensemble des documents fournis, nous constatons la cohérence du PRPGD avec les lois et textes réglementaires. Si certains objectifs nous apparaissent ambitieux, dont certains seront difficilement atteignables dans les délais fixés, les orientations générales satisfont en grande partie les politiques déjà engagés ou celles en promotion par le Syndicat ValDem.

Après présentation et débat, le comité syndical De ValDem émet **un avis favorable** sur la proposition du PRPGD avec cependant **quelques réserves**. Il souhaite également voir **intégrer dans la version finale** du plan, les orientations qu'il relève.

- **GENERALISATION DE LA COLLECTE DES BIO DECHETS** : difficulté de mise en œuvre d'une politique globale de collecte généralisée des bio déchets de tous les producteurs.

Il conviendrait d'intégrer *les collectes amonts* (compostage individuel, collectif, de quartier ...) comme des solutions efficaces moins impactantes environnementalement et économiquement.

Pour les *gros producteurs* (collèges, lycées, cantines professionnelles...), le PRPGD devrait privilégier des solutions in situ (gros digesteurs par exemple ...).

De plus, pour satisfaire cette collecte, la *création d'installations agréées* pour le traitement de ces bio déchets devra être soutenu *financièrement* (tout comme l'aide à l'obtention de solutions d'hygiénisation/stérilisation/déconditionneur...).

➤ **UNITE DE TRAITEMENT (CAPACITE – EXTENSION) :**

Le Plan devrait favoriser les équipements de traitement *les plus vertueux* (unité de valorisation énergétique ($e > 0.65$), unité de méthanisation avec production d'énergie ...) *en accroissant, si besoin, leur capacité de traitement*, et par conséquent d'accueil.

De plus, le plan devrait apporter son soutien aux équipements de traitement, propriétaire des collectivités, qui manifestent leur volonté de tendre vers *une meilleure efficacité matière et/ ou énergétique* selon les secteurs géographiques, surtout ceux en déficit de capacité afin de limiter les transports en distance (*principe de proximité*, rappelé dans le plan).

Enfin, l'objectif de réduction de l'enfouissement des déchets non dangereux non inerte va modifier les solutions de traitement, il conviendrait par conséquent de favoriser **l'incinération avec valorisation énergétique** des encombrants ne bénéficiant pas d'une valorisation matière dans des conditions économiques acceptables.

Au-delà du plan, le comité syndical regrette, qu'il n'y est, à ce jour, pas même une esquisse de *moyens financiers* alloués pour l'atteinte des objectifs fixés.

Pour extrait conforme

Le Président

Thierry BOULAY

Délais et voies de recours :

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat et notifiée.

Dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de la présente délibération, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé réception : un recours gracieux ; un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans.